Informations de base

2022/2865(RSP) RSP - Résolutions d'actualité	Procédure terminée
Résolution sur la situation au Burkina Faso à la suite du coup d'État **Subject** 6.10.04 Situation politique des pays-tiers, conflits régionaux et locaux 6.10.09 Situation des droits de l'homme dans le monde **Zone géographique** Burkina Faso	

Evénements clés

Date	Evénement	Référence	Résumé
04/10/2022	Débat en plénière		
20/10/2022	Décision du Parlement	T9-0375/2022	Résumé
20/10/2022	Résultat du vote au parlement		

Informations techniques

Référence de la procédure	2022/2865(RSP)
Type de procédure	RSP - Résolutions d'actualité
Sous-type de procédure	Résolution sur déclaration
Base juridique	Règlement du Parlement EP 136-p2
État de la procédure	Procédure terminée

Portail de documentation

Parlement Européen

Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Proposition de résolution		B9-0464/2022	13/10/2022	
Proposition de résolution		B9-0465/2022	14/10/2022	
Proposition de résolution		B9-0466/2022	14/10/2022	
Proposition de résolution		B9-0467/2022	14/10/2022	
Proposition de résolution		B9-0468/2022	14/10/2022	
Proposition de résolution		B9-0469/2022	14/10/2022	
Texte adopté du Parlement, lecture unique		T9-0375/2022	20/10/2022	Résumé

Résolution sur la situation au Burkina Faso à la suite du coup d'État

2022/2865(RSP) - 20/10/2022 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté une résolution sur la situation au Burkina Faso suite au coup d'Etat.

Le texte adopté en plénière avait été déposé en tant que résolution commune par les groupes PPE, S&D, Renew, Verts/ALE et ECR.

Le 30 septembre 2022, des membres de l'armée burkinabé, dirigés par le capitaine Ibrahim Traoré, ont perpétré un coup d'État, renversant le président, le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba. L'ancien président Damiba avait pris le pouvoir lors d'un coup d'État le 24 janvier 2022 qui avait renversé le président Roch Kaboré, élu démocratiquement en novembre 2020.

La Constitution, d'abord suspendue après le 30 septembre 2022, a été rétablie par «l'acte fondamental» adopté par le Mouvement patriotique pour la sauvegarde et la restauration (MPSR) le 5 octobre 2022, qui assure le respect des accords internationaux auxquels le Burkina Faso est partie et garantit la continuité de l'État en attendant l'adoption ultérieure de la charte de la transition.

Le Parlement a condamné le coup d'État militaire du 30 septembre 2022 et a exigé un **retour urgent à l'ordre constitutionnel**, y compris un retour immédiat à un gouvernement civil. Les députés ont appelé le prochain gouvernement à respecter son engagement à honorer les engagements internationaux du pays, y compris ceux liés à la promotion et à la protection des droits de l'homme, ainsi qu'à respecter le calendrier convenu pour un retour rapide à l'ordre constitutionnel et des **élections inclusives et transparentes d'ici le 1er juillet 2024**. Il est également demandé au prochain gouvernement de redéfinir sa réponse sécuritaire, en plein partenariat avec la communauté internationale, de manière à respecter l'État de droit, à protéger les droits de l'homme et à rétablir la confiance du public.

Soutien financier et aide humanitaire

La résolution demande à l'UE et à ses États membres d'accroître leur soutien financier et leur aide humanitaire afin de répondre aux besoins urgents de la population du Burkina Faso, et en particulier aux besoins des personnes déplacées et des réfugiés dans les pays voisins. L'UE est invitée à promouvoir le droit du Burkina Faso à la **souveraineté alimentaire** comme moyen de parvenir à la sécurité nutritionnelle et à la réduction de la pauvreté, en accordant une attention particulière aux femmes et à l'agriculture familiale, dans le but de garantir l'approvisionnement en aliments abordables et accessibles.

La sécurité et le groupe Wagner

L'instabilité politique et sécuritaire croissante et la situation socio-économique et humanitaire désastreuse du Burkina Faso ont donné l'occasion aux groupes terroristes de faire des ravages et ont de profondes conséquences internationales. Le terrorisme et l'instabilité dans toute la région du Sahel remettent en cause et sapent la consolidation démocratique et l'État de droit. L'UE est appelée à **accroître sa coopération** et son soutien pour relever tous ces défis.

Yevgeny Prigozhin, le chef de la société militaire privée russe le Groupe Wagner, a salué le coup d'Etat de septembre. Le groupe Wagner continue d'étendre ses activités dans la région du Sahel et en Afrique occidentale et est connu pour avoir perpétré de nombreux crimes de guerre dans la région.

À cet égard, le Parlement est profondément préoccupé par les activités du groupe Wagner dans la région et a fortement déconseillé au prochain gouvernement de poursuivre tout type de partenariat avec le groupe. Il est fermement convaincu que l'implication de sociétés de sécurité privées accusées de violations flagrantes des droits de l'homme irait à l'encontre de l'objectif d'apporter la paix, la sécurité et la stabilité au Burkina Faso.

Le Parlement a également exprimé son inquiétude quant à l'augmentation des campagnes de désinformation russes contre les missions et opérations de l'UE en Afrique.